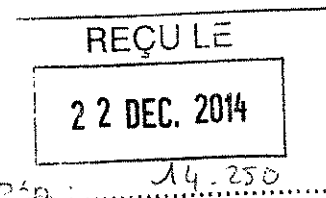


Reçu le  
22. dec 2014  
Reçu: 250 2014



PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain  
Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la S.A.R.L. SICO à BLYES**

**Le Préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 autorisant la S.A.R.L. SICO à exploiter une installation de conditionnement d'aérosols alimentaires et/ou cosmétiques à BLYES ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 6 octobre 2014, suite à l'inspection réalisée sur le site le 18 septembre 2014 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 6 octobre 2014 transmettant à la S.A.R.L. SICO le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,
- VU les observations formulées par la SARL SICO dans son courrier du 24 octobre 2014,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 4 novembre 2014,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement exploité par la SARL SICO à Blyes, effectuée par l'inspecteur de l'environnement, que certaines prescriptions ne sont pas respectées  
SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :** la S.A.R.L. SICO (Société Industrielle de Conditionnement Optimisé) est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé 5, allée des combes à BLYES, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de mettre en conformité le réservoir de propane avec les dispositions des articles 9.1.1.2 et 9.1.1.6 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 (dispositifs seuil haut et très haut, indépendants de la mesure en continu, organe de fermeture interne)
- de disposer des amenées d'air frais pour la cellule n°1 (article 9.1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 )
- de disposer d'équipiers de seconde intervention formés (art 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 )
- de transmettre une copie des certificats de conformité des dispositifs de lutte contre l'incendie (art 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 )
- de mettre en place les grillages anti-projection sur les DENFC (art 9.1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 )
- de disposer de commande des DENFC en 2 points opposés de chaque cellule (art. 9.1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012) ;

**Article 2 :** L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

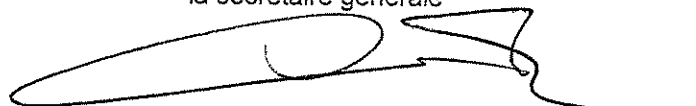
**Article 4 :** Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BLYES pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur Michel, président directeur général de la S.A.R.L SICO - BP 16 - 38431 VOREPPE ;
- et dont copie sera adressée :
  - à Mme la sous-préfète de BELLEY,
  - au maire de BLYES,
  - au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 9 décembre 2014

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale



Caroline GADOU